KV

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 39.965/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 27 février 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant diverses dispositions du Code judiciaire relatives à l'accès à la magistrature", a donné le 22 mars 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

I. La composition des commissions d'évaluation du stage

1. En vertu de l'article 259*octies*, § 3, en projet, du Code judiciaire, les commissions d'évaluation du stage sont composées chacune d'un magistrat du ministère public et d'un magistrat du siège non membres du Conseil supérieur de la Justice, du directeur général de la direction générale de l'organisation judiciaire du SPF Justice ou de son représentant et de deux experts en enseignement ou en pédagogie ou en psychologie du travail non membres du Conseil supérieur de la Justice, désignés pour une période de quatre ans renouvelable.

Hormis le directeur général et son représentant, les membres des commissions d'évaluation du stage sont désignés par l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice.

2. Comme le relève l'exposé des motifs, ces commissions d'évaluation du stage auront "un rôle prépondérant". En effet :

> "L'étendue de leurs missions sera telle qu'en dehors de la nomination, de l'affectation des stagiaires et du licenciement des stagiaires, elle maîtriseront largement le stage".

Par ailleurs, en matière de licenciement des stagiaires, les commissions d'évaluation du stage pourront proposer au Ministre de la Justice de mettre fin au stage (article 259*octies*, § 5, alinéa 9, et § 6, en projet, du Code judiciaire) et, en ce qui concerne les nominations, elles auront à connaître du rapport final circonstancié de stage qui, conformément à l'article 259*octies*, § 5, dernier alinéa, en projet, sera établi par la commission d'évaluation du stage et joint au dossier de nomination du stagiaire. Comme il est précisé dans l'exposé des motifs :

> "(...) un rapport final qui contiendrait des réserves par exemple pour un accès direct au siège ne devrait logiquement laisser que peu de chances à un stagiaire de commencer sa carrière de magistrat comme juge au tribunal de première instance".

Bien que ni l'avant-projet ni l'exposé des motifs ne le précisent, un rapport final de stage négatif devrait faire obstacle à toute nomination (voir sur ce point, l'observation 2 faite sous l'article 259*octies*, § 5, en projet, du Code judiciaire).

Ces deux dernières missions des commissions d'évaluation du stage ont d'importantes conséquences puisqu'elles ont un impact sur l'orientation de la future carrière du stagiaire voire peuvent l'empêcher d'accéder à la magistrature.

3. Une Recommandation du 13 octobre 1994 n° R (94) 12 du Comité des ministres aux États membres relative à l'indépendance, l'efficacité et le rôle des juges, précise que :

> "L'autorité compétente en matière de sélection et de carrière des juges devrait être indépendante du gouvernement et de l'administration. Pour garantir son indépendance, des dispositions devraient être prévues pour veiller, par exemple, à ce que ses membres soient désignés par le pouvoir judiciaire et que l'autorité décide elle-même de ses propres règles de procédure."

Dans l'exposé des motifs de cette recommandation, il est également écrit que :

> "En outre, la formation contribue à l'indépendance du pouvoir judiciaire."

De même, dans son avis n° 4 adopté le 27 novembre 1993, le Conseil consultatif des juges européens a estimé que ce n'est point au ministre de la Justice ni à une autre autorité, mais au pouvoir judiciaire lui-même - ou à un organe indépendant du type "Conseil supérieur de la Magistrature" - que doit revenir l'organisation et le contrôle de la formation dispensée aux magistrats et que le personnel de direction et les formateurs devraient être nommés par le pouvoir judiciaire ou par l'organe indépendant chargé de la formation [1].

La corrélation entre la formation et la sélection des magistrats, d'une part, et leur indépendance, d'autre part, a été soulignée par la doctrine [2] pour qui l'indépendance de la Justice exige que tout ce qui relève de la formation des magistrats soit placé sous la direction et le contrôle d'un organe au sein duquel les magistrats joueront un rôle prépondérant [3].

Il appartient dès lors au législateur d'apprécier si la composition des commissions d'évaluation du stage tient suffisamment compte de ces éléments et s'il ne conviendrait pas que, dans le cadre d'une procédure d'évaluation en vue d'accéder à une profession, les membres de cette profession, à savoir ici des magistrats, composent majoritairement les commissions intervenant dans ce cadre [4].

L'exposé des motifs est muet sur ce point. Il ne fournit aucune indication quant aux raisons pour lesquelles ces commissions d'évaluation du stage ne comptent, sur les cinq membres qui la composent, que deux magistrats tandis qu'y seront présents, outre un représentant du SPF Justice, deux experts en enseignement ou en pédagogie ou en

---

(1) J.-Fr. van Drooghenbroeck, "Le Conseil supérieur de la Justice et la formation des magistrats : de la sous-commission à l'Institut", in Le Conseil supérieur de la Justice, une évaluation après quatre ans, Bruges, die keure - la charte, 2005, n°14, pp. 86 et 87.

(2) J.-Fr. van Drooghenbroeck, op. cit., n° 5, pp. 81 et s. et n° 39, p. 109; C. Parmentier, "La formation des magistrats en Belgique", in Mélanges offerts à Pierre Van Ommeslaghe, Bruxelles, Bruylant, 2000, p. 1003.

(3) C. Parmentier, op. cit., p. 1019.

(4) À tout le moins, ces commissions pourraient-elles être composées paritairement : voir à ce sujet la composition actuelle des commissions de nomination et de désignation dont la moitié des membres sont magistrats (article 259*bis*-8 du Code judiciaire) .

psychologie du travail. À cet égard, la question se pose par ailleurs de savoir pourquoi ce sont ces types d'expertise qui ont été choisis et quelle est la pertinence de leur représentation par rapport à la profession de magistrat à laquelle le stage judiciaire prépare. Si la composition des commissions d'évaluation du stage est maintenue telle qu'elle figure dans l'avant-projet, il conviendrait que l'exposé des motifs justifie les choix opérés.

II. La formation du stagiaire judiciaire

Alors qu'il contient de nombreuses dispositions sur la structure d'encadrement du stage (les commissions d'évaluation du stage) et sur la manière dont celle-ci contrôle et évalue le stagiaire et le maître de stage, ni l'avant-projet ni l'exposé des motifs n'indiquent comment et dans quelles conditions sera formé le stagiaire lors de son stage au sein du parquet et des juridictions de première instance. Plusieurs questions se posent à ce propos.

a) Le maître de stage formera-t-il lui-même le stagiaire ou jouera-t-il plutôt le rôle de coordinateur en confiant le stagiaire à tel ou tel de ses collègues ? En ce qui concerne le stage au siège, dès lors que celui-ci doit se faire au sein d'une ou plusieurs chambres du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, il semble impossible que le maître de stage assure lui-même la totalité de la formation.

b) Le maître de stage sera-t-il maître de stage à temps plein, à tout le moins dans les arrondissements comptant un grand nombre de stagiaires, ou cumulera-t-il cette fonction avec la gestion de son cabinet ?

c) Ne faut-il pas limiter le nombre de stagiaires par maître de stage [5] ?

---

(5) La meilleure façon de former un stagiaire semble, en effet, consister à lui faire faire, dans la mesure du possible, le travail de magistrat, à condition que cela se fasse sous la surveillance constante du maître de stage qui le corrigera, lui donnera - en temps réel et non pas lors d'un entretien tous les deux ou trois jours - tous les conseils nécessaires et évitera qu'il n'adopte des routines inadéquates. Ceci implique cependant que chaque maître de stage ne se voie confier qu'un petit nombre de stagiaires.

.../...

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de préciser ces éléments dans l'exposé des motifs et de compléter, le cas échéant, les dispositions en projet.

III. La situation du stagiaire judiciaire à la fin de son stage

1. L'avant-projet renforce considérablement le stage judiciaire en ce qui concerne sa durée, son suivi et son évaluation. La durée du stage judiciaire passe d'un an et demi à trois ans pour l'accès à la seule fonction de magistrat du ministère public et de trois à quatre ans pour l'accès à la fonction de magistrat du siège ou du ministère public.

Malgré ce renforcement du stage judiciaire et l'investissement qu'il requiert de la part du stagiaire, ce dernier ne sera pas toujours assuré d'être nommé à la fin d'un stage accompli de manière satisfaisante [6] : l'article 259*octies*, § 6, en projet, du Code judiciaire prévoit que lorsque la nomination du stagiaire ne peut avoir lieu à la fin du 48e ou du 36e mois de stage faute de place vacante pour laquelle le stagiaire entre en ligne de compte pour une nomination, le Ministre de la Justice peut prolonger la durée du stage d'une à quatre périodes de six mois, ce qui représente une prolongation du stage judiciaire de six mois à deux ans. Le stage judiciaire pourrait ainsi durer de cinq à six ans.

Toutefois, même après la prolongation d'un stage accompli de manière satisfaisante [7], le stagiaire ne sera nullement assuré d'être nommé, puisqu'il entrera en concours avec les candidats qui ont réussi l'examen d'aptitude professionnelle, voire avec des candidats qui ont réussi le seul examen oral d'évaluation (article 191*bis*, en projet, du Code judiciaire).

2. La question se pose dès lors de savoir s'il ne conviendrait pas d'introduire dans le Code judiciaire une disposition qui assure, au profit des stagiaires judiciaires qui

---

(6) La question est évidemment différente si le stagiaire n'a pas donné satisfaction durant son stage. Voir, sur cette question, l'observation 2 formulée sous l'article 259*octies*, § 5, en projet, du Code judiciaire.

(7) Voir note précédente.

ont suffisamment postulé [8], une nomination à la fin de leur stage accompli de manière satisfaisante [9] [10] ou, à tout le moins, à la fin de la prolongation du stage.

IV. Les conditions de nomination

1. Les articles 187, § 2, 188, 190, 192 et 194, en projet, du Code judiciaire contiennent tous une énumération d'activités et de fonctions dont l'exercice, pendant sept ans ou douze ans, est nécessaire pour pouvoir être nommé magistrat, respectivement du parquet et du siège. Dès lors que la durée de l'expérience professionnelle requise est la même pour toutes les activités et fonctions visées et que toutes ces activités et fonctions ont la caractéristique d'être "juridiques", le Conseil d'État se demande s'il est bien nécessaire de les détailler et s'il ne serait pas suffisant de viser le candidat qui a une expérience professionnelle de nature juridique de sept ou douze ans.

2. Si le législateur opte pour le maintien d'une liste détaillée d'activités et de fonctions, il y a lieu d'observer que des différences existent entre les articles précités qui ne semblent pas être justifiées.

a) Les articles 187, § 2, 188, 190, 192 et 194, en projet, du Code judiciaire mentionnent tous, dans leur version française, "la profession de notaire", à l'exception de l'article 190 qui mentionne "les fonctions de notaire".

Il y a lieu, de mentionner, dans tous les cas, la "fonction de notaire", ce qui comprend, en vertu de l'article 35, § 4, de la loi du 16 mars 1803 (25 ventôse-5 germinal an XI) contenant organisation du notariat, outre les notaires titulaires, les candidats-notaires associés à un notaire titulaire.

---

(8) Voir l'observation 5 formulée sous l'article 9 en ce qui concerne l'exigence de postuler "suffisamment".

(9) Voir note de bas de page 13.

(10) Voir J. Hamaide, en réponse à l'intervention de J.-Fr. Van Drooghenbroeck, op cit., p. 138 : "Nous estimons cependant que si on améliore la qualité du stage il serait logique qu'il y ait un droit à la nomination pour celui qui l'a suivi avec fruit."

Le candidat-notaire non associé à un notaire titulaire et même les stagiaires pourront cependant entrer en ligne de compte dans la catégorie "fonctions juridiques dans un service public ou privé".

b) L'exercice de "fonctions judiciaires" est mentionné à l'article 194 en projet, alors qu'il ne l'est pas à l'article 190, en projet.

Par ailleurs, la question se pose de savoir ce que recouvre précisément cette notion de "fonctions judiciaires" par rapport à celle de "fonctions juridiques".

4. Comme mentionné sous l'observation 1, la durée de l'expérience professionnelle requise varie selon qu'il s'agit d'accéder au siège (douze ans) ou au ministère public (sept ans). De la même manière, la durée du stage judiciaire varie selon qu'il s'agit d'accéder au siège (quatre ans) ou au ministère public (trois ans).

Selon l'exposé des motifs, "la différence entre siège et parquet permettra d'éviter une pénurie de candidats pour le parquet" et "la distinction stage long - stage court est maintenue pour éviter une pénurie de stagiaires au parquet".

La différence dans la durée de l'expérience professionnelle requise pour accéder à la magistrature assise et au parquet, qui existe déjà aujourd'hui, n'a, semble-t-il, jamais fait l'objet de contestation devant la Cour d'arbitrage sur le fondement des articles 10 et 11 de la Constitution. Il en va de même pour la différence dans la durée du stage qui, elle, n'a pas toujours existé, puisqu'initialement la durée du stage était uniformément fixée à trois ans. Elle a ensuite été diminuée à un an et demi pour le parquet.

L'existence de deux stages de durée différente a cependant été critiquée par la doctrine [11].

---

(11) J.-Fr. van Drooghenbroeck, op. cit., n° 83, pp. 127 et 128; Rapport annuel 2004 du Conseil supérieur de la Justice, recommandations du groupe de travail "Stage judiciaire", p. 125; X. De Riemaecker et G. Londers, "L'accès à la magistrature - La carrière de magistrat", in Statut et déontologie du magistrat, Bruxelles, la charte, 2000, pp. 71-72.

Il conviendrait qu'outre la considération pratique ci-dessus reproduite, l'exposé des motifs explique si une différence dans la nature des fonctions exercées justifie une différence dans la durée de l'expérience requise et dans la durée du stage pour y accéder.

Observations particulières

Dispositif

Article 2
(article 187, § 2, en projet, du Code judiciaire)

L'article 2 de l'avant-projet ne modifie pas l'article 187, § 1er, du Code judiciaire qui mentionne, parmi les conditions pour pouvoir être nommé juge de paix, juge au tribunal de police ou juge de complément, le fait d'"avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 259*octies*".

L'avant-projet ne fait pas de distinction selon que le stage effectué est le stage long ou le stage court. Cela se justifie, semble-t-il, par le fait que les douze années d'expérience sont requises même pour celui qui a effectué le stage judiciaire.

Cela entraîne cependant pour conséquence que celui qui a, par exemple, suivi le barreau pendant douze ans et, ensuite, effectué le stage court, pourra directement être nommé juge de paix, alors qu'il ne pourra être nommé juge au tribunal de première instance que s'il a, en plus, exercé la fonction de ministère public pendant cinq années (article 191 du Code judiciaire).

Ne faudrait-il pas, dès lors, viser également le juge de paix, le juge au tribunal de police et les juges de complément de ces juridictions dans l'article 191 du Code judiciaire ?

Article 4
(article 190, en projet, du Code judiciaire)

1. La modification apportée par la loi du 1er décembre 1994 n'étant plus en vigueur, il y a lieu de l'omettre.

2. Par exception à l'exigence de douze années d'expérience professionnelle, l'article 190, § 2, 1°, prévoit que la durée de l'expérience requise n'est que de trois années si le candidat a exercé les fonctions de magistrat.

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison les fonctions de conseiller d'État, d'auditeur, d'auditeur adjoint, de référendaire et de référendaire adjoint sont mentionnées, au paragraphe 2, 2°, parmi les fonctions qui doivent avoir été exercées pendant douze ans, alors que ceux qui exercent ces fonctions ont la qualité de magistrat et sont donc visés par le paragraphe 2, 1°.

Probablement, la référence aux "fonctions de magistrat", vise-t-elle uniquement les magistrats de l'ordre judiciaire.

Si tel est le cas, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de le préciser expressément dans le texte de celui-ci.

3. Dès lors que l'article 190, § 2, 1°, prévoit que la durée de l'expérience requise est de trois années si le candidat a exercé les fonctions de magistrat, il en résulte que celui qui se trouve dans cette situation pourra devenir juge après dix ans d'expérience professionnelle (sept ans avant l'inscription à l'examen d'aptitude, trois ans après avoir été nommé) et non douze ans comme dans les autres hypothèses.

Dès lors que l'exposé des motifs manque de clarté, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si telle a bien été son intention.

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison ne pas faire la même distinction pour le juge suppléant (article 192 en projet du Code judiciaire).

Article 7
(article 194, en projet, du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'ajouter la modification apportée par la loi du 24 mars 1999.

Article 8
(article 259*bis*-9, en projet, du Code judiciaire)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner la modification de l'article 259*bis*-9 du Code judiciaire par la loi du 7 avril 2005 [12].

2. Le paragraphe 1er, alinéa 3, en projet, dispose que :

"Le nombre d'inscriptions aux examens d'aptitude professionnelle, au concours d'admission au stage judiciaire et à l'examen oral d'évaluation est limité à trois."

Il y a lieu de faire disparaître la discordance entre le texte précité, qui ne fait pas de distinction entre les trois catégories d'épreuves, et l'exposé des motifs qui précise que le nombre d'inscriptions aux examens et aux concours est limité à trois "par catégorie".

3. Le paragraphe 4, in fine, en projet, dispose que :

"L'évaluation de la formation se fera lors de la première évaluation périodique visée à l'article 259*decies*, § 1er."

Il serait plus précis de compléter directement l'article 259*nonies*, alinéa 5, du Code judiciaire en y précisant que, lors de la première évaluation, l'un des critères sera la manière dont le magistrat aura mis en pratique la formation reçue.

---

(12) qui entrera en vigueur au plus tard le 13 mai 2006.

Article 9
(article 259*octies*, § 1er, en projet, du Code judiciaire)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner la modification apportée par la loi du 3 mai 2003.

2. L'exposé des motifs précise que :

> "(...) dans de telles circonstances l'intéressé ne conserve l'avantage du concours que pendant un an".

Cette précision, qui ne correspond pas au texte de l'avant-projet, doit être supprimée.

Article 9
(article 259*octies*, § 2, en projet, du Code judiciaire)

1. L'alinéa 2, en projet, dispose que le cycle de cours constituant la formation théorique est "organisé par le Ministre de la Justice conformément à l'article 259*bis*-9".

Il y a lieu d'écrire : "organisé conformément à l'article 259*bis*-9, § 2".

En effet, ce paragraphe dispose que c'est la commission de nomination réunie - et non le Ministre de la Justice - qui prépare les directives et le programme pour le stage judiciaire. Les services compétents du ministère de la Justice n'assurent, en collaboration avec la commission de nomination réunie, que l'exécution des programmes et le soutien logistique, selon les modalités déterminées par le Roi.

2. Contrairement au stage de trois ans donnant accès au ministère public, le stage de quatre ans donnant accès au ministère public et au siège, ne comprend pas nécessairement de passage dans un service de police.

Cette distinction ne paraît pas justifiée, et ce pour trois raisons :

1° il se pourrait fort bien que le stagiaire qui a opté pour le stage de quatre ans entre finalement au parquet, soit pour une question de choix personnel, soit parce que la concurrence des magistrats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle ou l'examen oral d'évaluation fait qu'il n'a que fort peu de chances d'être nommé au siège. Il est donc nécessaire qu'il ait une bonne connaissance des services de police.

À cet égard, l'exposé des motifs souligne que le stagiaire qui a opté pour le stage long et qui souhaite entrer au parquet sans avoir effectué une partie de son stage à la police pourra être "déclaré inapte à fonctionner au parquet" par la commission d'évaluation du stage. Un tel système ne satisfait pas à la sécurité juridique;

2° le stagiaire nommé au siège pourra, après trois ans, ou même après une année, conformément aux articles 80, alinéa 2, et 259*sexies*, § 1er, du Code judiciaire, exercer des fonctions de juge d'instruction, pour lesquelles une bonne connaissance des services de police est tout aussi nécessaire que pour exercer la fonction de substitut [13];

3° le juge pénal sera nécessairement confronté au travail des policiers qui ont mené l'enquête et rédigé les procès-verbaux qui constituent l'essentiel du dossier. Il est donc nécessaire qu'il connaisse les difficultés de ce travail sur le terrain.

La question se pose par ailleurs de savoir pourquoi le stage dans un service de police est qualifié de stage externe dans le stage long alors qu'il est considéré comme un stage interne dans le stage court.

3. À l'alinéa 4, b), la mention du stage de six mois "au sein de la police fédérale ou locale" implique que le stage pourra être mixte et effectué pour partie dans la police locale et pour partie dans la police fédérale.

---

(13) Il est vrai que l'article 259sexies, § 1er, 1°, alinéa 3, prévoit une formation spécialisée pour les juges d'instruction. Une telle formation n'est cependant pas comparable à un stage de six mois sur le terrain.

Le Conseil d'État se demande en outre pourquoi, dans le stage long, une distinction est opérée entre un stage à la police fédérale ou un stage à la police locale alors que cette même distinction n'est pas faite dans le stage court. Il y a lieu de veiller à l'uniformité des textes.

Article 9
(article 259*octies*, § 3, en projet, du Code judiciaire)

1. L'alinéa 2, doit être réécrit afin :

1° de faire apparaître que c'est la durée du mandat de tous les membres des commissions d'évaluation du stage, à l'exception de celui du directeur général de la direction générale de l'organisation judiciaire du SFP Justice et de son représentant qui est fixée à quatre ans;

2° de faire apparaître que la notion de "suppléant désigné selon la même procédure" ne s'applique pas au directeur général de la direction générale de l'organisation judiciaire du SFP Justice et à son représentant.

2. Il y a lieu de prévoir qu'un membre de la commission d'évaluation du stage ne peut se prononcer lorsqu'est en cause un conjoint, un cohabitant légal ou de fait, un parent ou allié jusqu'au 4e degré inclusivement.

3. À l'alinéa 9, 3°, le Conseil d'État se demande pour quelle raison ne pas mentionner, plus complètement, que les commissions d'évaluation du stage reçoivent tous les rapports, compte-rendus et observations visés au paragraphe 5.

4. À l'alinéa 9, 4°, il serait plus clair d'écrire :

"(...) de rendre au Ministre de la Justice un avis comprenant éventuellement une proposition de changement d'affectation du stagiaire ou une proposition de fin anticipée du stage".

Article 9
(article 259*octies*, § 4, en projet, du Code judiciaire)

Il y a contradiction entre l'exposé des motifs qui dispose que le maître de stage est évalué "par le comité d'évaluation compétent et selon la procédure prévue pour l'évaluation périodique", et le texte de l'avant-projet qui dispose que ce sont les chefs de corps qui évaluent les maîtres de stage après avoir recueilli l'avis de la commission d'évaluation du stage compétente.

Par ailleurs, l'avant-projet renvoie de manière indéterminée à l'ensemble des dispositions relatives à l'évaluation des magistrats, qu'il s'agisse des dispositions générales (article 259*nonies*), de l'évaluation périodique (article 259*decies*) ou de l'évaluation des mandats (article 259*undecies*).

La disposition sera réécrite afin de mentionner de manière claire et précise comment seront évalués les maîtres de stage, en ce qui concerne leur mission de maître de stage, cette évaluation étant bien entendu différente de celle afférente à leur fonction de magistrat.

Article 9
(article 259*octies*, § 5, en projet, du Code judiciaire)

1. Le Conseil d'État se demande ce qu'il advient de l'original du rapport de stage établi par le maître de stage. En effet, en vertu de l'alinéa 4, ce n'est que sa copie qui est adressée à la commission d'évaluation du stage compétente.

2. L'alinéa 5 dispose que le maître de stage qui, en cours de stage, constate que le stagiaire ne semble pas disposer des aptitudes requises pour être magistrat adresse un rapport intermédiaire motivé à la commission d'évaluation du stage compétente.

Telle que rédigée, cette disposition pourrait laisser penser que la constatation, par le maître de stage, que le stagiaire ne semble pas disposer des aptitudes requises pour être magistrat ne pourrait être faite que dans un rapport spécial appelé "rapport intermédiaire".

Il résulte cependant de l'exposé des motifs que le rapport intermédiaire est seulement un rapport qui, suite à des circonstances particulières, est rédigé avant la fin d'une période de trois mois.

En conclusion, il semble que c'est à tout moment, soit dans l'un des rapports trimestriels, soit dans un rapport "intermédiaire" rédigé avant la fin d'une période de trois mois, que le maître de stage pourra faire part de ses doutes quant à l'aptitude du stagiaire.

L'avant-projet sera adapté afin d'éviter toute interrogation à ce sujet.

3. À l'alinéa 5, comme pour les rapports trimestriels, il y a lieu de prévoir que le stagiaire peut adresser ses observations par écrit suite au rapport intermédiaire.

4. L'alinéa 12 dispose qu'à la fin du stage, la commission d'évaluation du stage compétente rédige un rapport final circonstancié qui sera joint au dossier de nomination du stagiaire.

a) L'on peut se demander si, compte tenu de son éloignement du stagiaire [14], la commission d'évaluation du stage est bien la mieux placée pour rédiger le rapport final de stage. C'est, en effet, ceux qui auront concrètement formé le stagiaire ainsi que son maître de stage qui sont les mieux à même de remplir cette mission.

Dès lors, le rapport final de stage rédigé par la commission d'évaluation du stage ne pourra avoir de pertinence et d'utilité que s'il se limite à un travail de synthèse reflétant fidèlement les rapports de stage qui lui auront été envoyés et les observations formulées par le stagiaire.

b) L'avant-projet ne précise pas quelles pourront être les conclusions de ce rapport d'évaluation et les conséquences de ces conclusions.

---

(14) Il n'y a que deux commissions d'évaluation du stage pour tout le Royaume et aucune disposition de l'avant-projet ne prévoit qu'elles doivent avoir un entretien avec chaque stagiaire.

Cette disposition est à mettre en rapport avec les articles du Code judiciaire qui prévoient les conditions de nomination dans la magistrature et mentionnent notamment, "avoir accompli le stage judiciaire prévu par l'article 259*octies*" et non pas "avoir réussi" ou "avoir accompli avec satisfaction" le stage judiciaire prévu par l'article 259*octies* du Code judiciaire.

Soit l'on considère, ce qui semble être l'option choisie par l'avant-projet, que s'il n'a pas été mis fin au stage de manière anticipative conformément au paragraphe 6, le stage a été accompli avec satisfaction. Dans cette hypothèse, le rapport final circonstancié pourra certes contenir des réserves [15] mais ne pourra, sous peine de contradiction, être négatif.

Soit l'on considère que le rapport final pourrait être négatif. Dans ce cas, la conséquence logique serait que le stagiaire ne pourrait postuler aux places vacantes et ne pourrait donc entrer dans la magistrature. Il va de soi qu'un rapport final négatif ne pourrait sanctionner qu'une inaptitude manifeste à exercer la profession de magistrat et devrait justifier pour quelle raison cette inaptitude n'est détectée qu'à la fin du stage.

Il ne serait pas inutile que l'exposé des motifs se prononce de manière plus explicite sur ces questions.

Le texte de l'avant-projet devrait, le cas échéant, être dûment complété.

c) Il y a lieu de prévoir de manière expresse que les observations du stagiaire sont également jointes au dossier de nomination.

5. L'avant-dernier du paragraphe 6 dispose que le Ministre de la Justice peut prolonger le stage lorsque la nomination du stagiaire ne peut avoir lieu à la fin du 48e ou du 36e mois de stage, selon le cas, "faute de place vacante pour laquelle le stagiaire entre en ligne de compte pour une nomination".

---

(15) Par exemple, comme mentionné dans l'exposé des motifs, que le candidat serait plus apte à exercer une fonction au parquet qu'au siège.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que ce n'est pas tant le manque de places vacantes auxquelles il pourrait postuler qui empêche la nomination du stagiaire que le fait que, lorsqu'il postule à une place vacante, il se trouve en concurrence avec ceux qui ont réussi l'examen d'aptitude ou l'examen oral d'évaluation et qu'il est donc possible qu'il ne soit nommé à aucune des places pour lesquelles il a postulé.

Par ailleurs, comme le précise l'exposé des motifs, le stage ne sera prolongé que si le stagiaire a suffisamment postulé. Le Conseil d'État s'interroge sur la portée de cette exigence. Un stagiaire qui a effectué le stage long sera-t-il contraint de postuler les places vacantes au ministère public ? Un stagiaire bruxellois sera-t-il contraint de postuler à Arlon, Marche ou Tournai ?

En conclusion, il y a lieu de distinguer dans le texte de l'avant-projet l'hypothèse où le stagiaire n'a pas postulé et celle où il a postulé sans résultat et d'y préciser que la prolongation n'aura lieu que s'il a suffisamment postulé compte tenu des places vacantes.

Il y a également lieu que l'exposé des motifs indique de manière claire et précise ce qu'est une postulation suffisante.

Article 9
(article 259*octies*, § 6, en projet, du Code judiciaire)

Le Conseil d'État se demande si la proposition motivée que peut faire la commission d'évaluation du stage de mettre fin au stage de manière anticipative en application de l'article 259*octies*, § 6, alinéa 1er, en projet, est la même proposition que celle faite par la commission en application de l'article 259*octies*, § 5, alinéa 10, en projet.

Article 10

1. Cette disposition prévoit que les stages en cours lors de l'entrée en vigueur complète de la loi - c'est-à-dire le 1er septembre 2007 - sont régis par l'ancien article 259*octies* du Code judiciaire.

Conformément à l'article 259*octies*, § 7, du Code judiciaire, que l'avant-projet ne modifie pas, les stagiaires judiciaires sont appelés en service en cette qualité après avoir prêté le serment prévu à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment.

Il en résulte que les lauréats du concours 2006 seront soumis ou non à la nouvelle loi selon qu'ils auront ou non prêté serment avant le 1er septembre 2007. Ainsi, si un stagiaire prête serment le 31 août 2007, il ne sera pas soumis à la nouvelle loi, alors que son collègue de la même promotion qui prête serment le 1er septembre 2007 - par exemple pour des raisons de convenance de la juridiction qui l'accueille - sera soumis à la nouvelle loi.

Le Conseil d'État se demande s'il ne conviendrait pas de faire en sorte que tous les stagiaires judiciaires d'une même promotion - à tout le moins ceux qui ne retardent pas leur entrée en fonction au-delà de ce qui est nécessaire et, en tout cas, au-delà de l'année de clôture du concours - soient soumis au même régime.

2. Par dérogation au principe du maintien de l'ancienne législation pour les stages en cours, les stagiaires en cours de stage au moment de l'entrée en vigueur complète de la loi - soit le 1er septembre 2007 - seront néanmoins soumis au suivi des nouvelles commissions d'évaluation. Il convient de prévoir que tous les rapports qui auraient déjà été établis antérieurement seront transmis aux commissions d'évaluation.

Article 12

Il y a lieu de viser, plus précisément, l'article 259*octies*, § 3, alinéa 9, 1°.

Article 13

Il y a lieu d'écrire "L'article 191 ancien du Code judiciaire ...".

Article 15

Il y a lieu de préciser dans le texte de l'avant-projet que, pour l'application de l'article 259*bis*-9, § 1er, deuxième phrase, en projet, les tentatives faites avant l'entrée en vigueur de la loi ne sont pas prises en considération.

Article 16

1. L'article 190, en projet, du Code judiciaire, qui fixe les conditions pour pouvoir être nommé juge ou juge de complément au tribunal de première instance, se réfère, en son paragraphe 1er, en projet, au "stage judiciaire prévu par l'article 259*octies*, § 2, alinéa 3", c'est-à-dire au stage long nouvelle formule. L'article 190, en projet, entre en vigueur le jour de la publication de la loi au Moniteur belge, alors que l'article 259, § 2, alinéa 3, n'entrera en vigueur que le 1er septembre 2007.

Cela signifie non seulement que l'article 190, § 1er, sera inapplicable avant le 1er septembre 2007, mais, plus fondamentalement encore, que plus aucun stagiaire judiciaire ne pourra être nommé au siège avant que ne soit sortie la première promotion de stagiaires ayant effectué le stage long nouvelle formule.

Il y a donc lieu, d'une part, de ne pas faire entrer en vigueur l'article 190, § 1er, en projet, avant l'article 259*octies*, § 2, en projet, et, d'autre part, de compléter l'article 13 par une disposition prévoyant que l'article 190, § 1er, ancien, reste en vigueur pour les stagiaires qui ont suivi un stage de trois ans sur le fondement de l'article 259*octies*, § 2, ancien.

De la même manière, il faut prévoir que dans les dispositions qui font de l'accomplissement du "stage judiciaire prévu par l'article 259*octies*", une condition de nomination, il faut comprendre qu'il s'agit du stage ancienne formule pour les stagiaires qui ont accompli leur stage sous l'ancien régime de la loi et du stage nouvelle formule pour les stagiaires qui ont accompli leur stage sous le nouveau régime.

.../...

Pendant un certain temps, il n'est pas exclu que des stagiaires des deux catégories pourront postuler à une même place.

2. Le Conseil d'État se demande pour quelle raison l'obligation pour les maîtres de stage désignés de suivre une formation spécialisée au cours de l'année suivant leur désignation (article 259*octies*, § 4, alinéa 3, en projet, du Code judiciaire) entre en vigueur avant les dispositions prévoyant la désignation de ces maîtres de stage (article 259*octies*, § 4, alinéas 1er et 2, en projet, du Code judiciaire).

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.965/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 februari 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de toegang tot de magistratuur", heeft op 22 maart 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

I. De samenstelling van de commissies voor de evaluatie van de stage

1. Krachtens het ontworpen artikel 259*octies*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek zijn de commissies voor de evaluatie van de stage elk samengesteld uit een magistraat van het openbaar ministerie en een lid van de zittende magistratuur die geen lid zijn van de Hoge Raad voor de Justitie, uit de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de FOD Justitie of zijn vertegenwoordiger en uit twee deskundigen inzake onderwijs, pedagogie of arbeidspsychologie die geen lid zijn van de Hoge Raad voor de Justitie en die aangewezen worden voor een verlengbare termijn van vier jaar.

Met uitzondering van de directeur-generaal en zijn vertegenwoordiger worden de leden van de commissies voor de evaluatie van de stage aangewezen door de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie.

2. Zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, spelen de commissies voor de evaluatie van de stage een "doorslaggevende rol". Dit wordt uitgelegd als volgt :

> "Op grond van hun uitgebreide opdracht zullen zij niet enkel belast zijn met de benoeming, de stageplaatsen alsmede het ontslag van de stagiairs, maar tevens ruim zeggenschap hebben over de stage".

.../...

Wat het ontslaan van stagiairs betreft, zullen de commissies voor de evaluatie van de stage overigens aan de Minister van Justitie kunnen voorstellen de stage te beëindigen (ontworpen artikel 259*octies*, § 5, negende lid, en § 6, van het Gerechtelijk Wetboek) en, wat de benoemingen betreft, zullen zij betrokken zijn bij het omstandig eindverslag over de stage, dat, overeenkomstig het ontworpen artikel 259*octies*, § 5, laatste lid, zal worden opgemaakt door de commissie voor de evaluatie van de stage en bij het benoemingsdossier van de stagiair zal worden gevoegd. Zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven :

> "(zal een) eindverslag waarin bijvoorbeeld voorbehoud wordt gemaakt inzake rechtstreekse toegang tot de magistratuur ... logischerwijze ertoe leiden dat de stagiair weinig kans heeft zijn loopbaan in de magistratuur te beginnen als rechter in de rechtbank van eerste aanleg".

Hoewel zulks noch in het voorontwerp, noch in de memorie van toelichting wordt aangegeven, zou een negatief eindverslag over de stage elke benoeming moeten belemmeren (zie daaromtrent opmerking 2 die gemaakt wordt bij het ontworpen artikel 259*octies*, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek).

Beide laatstgenoemde taken van de commissies voor de evaluatie van de stage hebben grote gevolgen, aangezien ze wegen op het verloop van de toekomstige loopbaan van de stagiair en hem zelfs kunnen beletten toegang te krijgen tot de magistratuur.

3. In Aanbeveling nr. R (94) 12 d.d. 13 oktober 1994 van het Comité van Ministers aan de lidstaten betreffende de onafhankelijkheid, de efficiëntie en de rol van rechters wordt het volgende gesteld :

> "L'autorité compétente en matière de sélection et de carrière des juges devrait être indépendante du gouvernement et de l'administration. Pour garantir son indépendance, des dispositions devraient être prévues pour veiller, par exemple, à ce que ses membres soient désignés par le pouvoir judiciaire et que l'autorité décide elle-même de ses propres règles de procédure."

In de memorie van toelichting bij die aanbeveling staat voorts het volgende geschreven :

"En outre, la formation contribue à l'indépendance du pouvoir judiciaire."

Zo ook heeft de Conseil consultatif des juges européens in zijn advies nr. 4 dat die raad op 27 november 1993 heeft aangenomen, gesteld dat de organisatie van en de controle over de opleiding die aan magistraten wordt verstrekt niet aan de Minister van Justitie, noch aan een andere instantie, maar aan de rechterlijke macht zelf - of aan een onafhankelijk orgaan zoals een "Hoge Raad voor de Magistratuur" - moet toekomen en dat het leidinggevend personeel en de opleiders zouden moeten worden benoemd door de rechterlijke macht of door het onafhankelijk orgaan dat met de opleiding is belast [1].

Het verband tussen de opleiding en de selectie van magistraten, enerzijds, en hun onafhankelijkheid, anderzijds, is onderlijnd door de rechtsleer [2], die stelt dat de onafhankelijkheid van Justitie vereist dat alles wat onder de opleiding van magistraten valt, geplaatst wordt onder de leiding en de controle van een orgaan waarbinnen magistraten een doorslaggevende rol spelen [3].

Bijgevolg dient de wetgever te beoordelen of in de samenstelling van de commissies voor de evaluatie van de stage voldoende rekening wordt gehouden met deze gegevens en of het niet beter zou zijn om, in het kader van een procedure van evaluatie met het oog op de toegang tot een beroep, de leden van dat beroep, te weten in casu de magistraten, de meerderheid te laten vormen in de commissies die daarbij betrokken zijn [4].

---

(1) J.-Fr. van Drooghenbroeck, "Le Conseil supérieur de la Justice et la formation des magistrats : de la sous-commission à l'Institut", in De Hoge raad voor de Justitie na vier jaar gewogen, Brugge, die keure - la charte, nr. 14, blz. 86 en 87.

(2) J.-Fr. van Drooghenbroeck, op. cit., nr. 5, blz. 81 e.v., en nr. 39, blz. 109; C. Parmentier, "La formation des magistrats en Belgique", in Mélanges offerts à Pierre Van Ommeslaghe, Brussel, Bruylant, 2000, blz. 1003.

(3) C. Parmentier, op. cit., blz. 1019.

(4) Op zijn allerminst zou men in een paritaire samenstelling van de commissies kunnen voorzien : zie in dit verband de huidige samenstelling van de benoemings- en aanwijzingscommissies waarvan de helft van de leden magistraat is (artikel 259*bis*-8 van het Gerechtelijk Wetboek).

.../...

In de memorie van toelichting wordt hierover niets gezegd. Ze bevat geen enkele aanwijzing in verband met de redenen waarom, van de vijf leden waaruit die commissies voor de evaluatie van de stage bestaan, er slechts twee magistraat zijn, terwijl daarin naast een vertegenwoordiger van de FOD Justitie, twee deskundigen inzake onderwijs, pedagogie of arbeidspsychologie zitting hebben. In dat verband rijst overigens de vraag waarom voor die vormen van deskundigheid gekozen is en wat de relevantie van de vertegenwoordiging ervan is in het licht van het beroep van magistraat waartoe de gerechtelijke stage voorbereidt. Als de samenstelling van de commissies voor de evaluatie van de stage gehandhaafd blijft zoals ze in het voorontwerp voorkomt, zouden in de memorie van toelichting de redenen van de gemaakte keuzes moeten worden opgegeven.

II. De opleiding van de gerechtelijk stagiair

Hoewel het voorontwerp vele bepalingen bevat betreffende de structuur waarbinnen de stage plaatsvindt (de commissies voor de evaluatie van de stage) en betreffende de wijze waarop die structuur de stagiair en de stagemeester controleert en evalueert, wordt noch in het voorontwerp, noch in de memorie van toelichting aangegeven hoe en op welke voorwaarden de stagiair tijdens zijn stage bij het parket en in de rechtscolleges van eerste aanleg zal worden opgeleid. In dat verband rijzen verschillende vragen.

a) Zal de stagemeester de stagiair zelf opleiden of zal hij veeleer de rol van coördinator spelen door de stagiair aan deze of gene van zijn confraters toe te vertrouwen ? Wat de stage binnen de zittende magistratuur betreft, lijkt het onmogelijk dat de stagemeester zelf de volledige opleiding op zich neemt, aangezien die stage dient plaats te vinden binnen een of meer kamers van de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of de rechtbank van koophandel.

b) Zal de stagemeester voltijds stagemeester zijn, op zijn minst in de arrondissementen met een groot aantal stagiairs, of zal hij die functie cumuleren met het beheer van zijn kabinet ?

c) Dient het aantal stagiairs per stagemeester niet te worden beperkt [5] ?

De steller van het voorontwerp dient in de memorie van toelichting nader in te gaan op deze punten en, in voorkomend geval, de ontworpen bepalingen aan te vullen.

III. De situatie van de gerechtelijk stagiair na afloop van zijn stage

1. Bij het voorontwerp wordt de gerechtelijke stage aanzienlijk verzwaard wat de duur, de follow-up en de evaluatie ervan betreft. De duur van de gerechtelijke stage wordt van anderhalf op drie jaar gebracht voor die welke alleen toegang verleent tot het ambt van magistraat van het openbaar ministerie en van drie op vier jaar voor die welke toegang verleent tot het ambt van zittend magistraat of magistraat van het openbaar ministerie.

Ondanks die verzwaring van de gerechtelijke stage en van hetgeen vanwege de stagiair wordt gevergd, zal de stagiair niet altijd zeker zijn benoemd te zullen worden na afloop van een stage die op bevredigende wijze vervuld is [6] : in het ontworpen artikel 259*octies*, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald dat, wanneer de stagiair op het einde van de 48e of 36e maand van de stage niet kan worden benoemd bij gebrek aan een vacante betrekking waarvoor de stagiair voor een benoeming in aanmerking komt, de minister van Justitie de duur van de stage kan verlengen met een tot vier periodes van zes maanden, hetgeen neerkomt op een verlenging van de gerechtelijke stage met zes maanden tot twee jaar. De gerechtelijke stage zou aldus vijf tot zes jaar kunnen duren.

---

(5) De beste manier om een stagiair op te leiden lijkt er immers in te bestaan om hem naar de mate van het mogelijke het werk van een magistraat te laten doen, op voorwaarde dat zulks gebeurt onder het constante toezicht van een stagemeester die hem verbetert en hem - in real time en niet tijdens een gesprek om de twee of drie dagen - alle nodige raad geeft om te voorkomen dat hij onaangepaste routinehandelingen aanneemt. Zulks impliceert evenwel dat elke stagemeester slechts een beperkt aantal stagiairs toevertrouwd krijgt.

(6) De zaak ligt uiteraard anders als de stagiair tijdens de stage geen voldoening heeft geschonken. Zie, wat die kwestie betreft, opmerking 2 die gemaakt wordt bij het ontworpen artikel 259*octies*, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek.

Zelfs na de verlenging van een op bevredigende wijze vervulde stage [7] zal de stagiair evenwel geenszins de zekerheid hebben benoemd te zullen worden, aangezien hij concurrentie zal ondervinden van de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en zelfs van de kandidaten die alleen geslaagd zijn voor het mondeling evaluatie-examen (ontworpen artikel 191*bis*, van het Gerechtelijk Wetboek).

2. De vraag rijst bijgevolg of het niet raadzaam zou zijn om in het Gerechtelijk Wetboek een bepaling op te nemen waarbij ten gunste van de gerechtelijke stagiairs die voldoende gesolliciteerd hebben [8] de zekerheid wordt geboden van een benoeming na afloop van hun op voldoende wijze vervulde stage [9] [10] of, op zijn allerminst na afloop van de verlenging van de stage.

IV. De benoemingsvoorwaarden

1. De ontworpen artikelen 187, § 2, 188, 190, 192 en 194 van het Gerechtelijk Wetboek bevatten alle een opsomming van werkzaamheden en functies die men gedurende zeven of twaalf jaar moet hebben uitgeoefend om te kunnen worden benoemd tot respectievelijk parketmagistraat of zittend magistraat. Doordat de duur van de vereiste beroepservaring dezelfde is voor alle vermelde werkzaamheden en functies en doordat al die werkzaamheden en functies "juridisch" van aard zijn, vraagt de Raad van State zich af of het wel nodig is ze in detail te vermelden en of er niet mee kan worden volstaan te verwijzen naar de kandidaat die een juridische beroepservaring van zeven of twaalf jaar bezit.

---

(7) Zie voorgaande voetnoot.

(8) Zie opmerking 5 die gemaakt wordt bij artikel 9, in verband met het vereiste om "voldoende te solliciteren".

(9) Zie voetnoot 13.

(10) Zie J. Hamaide, in antwoord op de bijdrage van J.-Fr. van Drooghenbroeck, op. cit., blz. 138 : "Nous estimons cependant que si on améliore la qualité du stage il serait logique qu'il y ait un droit à la nomination pour celui qui l'a suivi avec fruit."

2. Als de wetgever opteert voor het behoud van een gedetailleerde lijst van werkzaamheden en functies, behoort erop te worden gewezen dat tussen de voormelde artikelen verschillen bestaan die niet verantwoord lijken.

a) In de Franse lezing van de ontworpen artikelen 187, § 2, 188, 190, 192 en 194 van het Gerechtelijk Wetboek staat steeds "la profession de notaire", met uitzondering van artikel 190, waarin sprake is van "les fonctions de notaire".

In alle gevallen moeten de woorden "la fonction de notaire" worden gebezigd, die, krachtens artikel 35, § 4, van de wet van 16 maart 1803 (25 *ventôse*-5 *germinal* jaar XI) op het notarisambt, behalve de notarissen-titularis, de kandidaat-notarissen omvatten die geassocieerd zijn met een notaris-titularis.

De kandidaat-notaris die niet geassocieerd is met een notaris-titularis en zelfs de stagiairs kunnen evenwel in aanmerking komen voor de categorie "juridische functies in een openbare of private dienst".

b) Van de uitoefening van een "gerechtelijk ambt" is sprake in het ontworpen artikel 194, terwijl dit niet het geval is in het ontworpen artikel 190.

Bovendien rijst de vraag wat precies het verschil is tussen het begrip "gerechtelijk ambt" en het begrip "juridische functies".

4. Zoals wordt gesteld in opmerking 1, verschilt de duur van de vereiste beroepservaring naargelang het gaat om de toegang tot de zittende magistratuur (twaalf jaar) of tot het openbaar ministerie (zeven jaar). Evenzo verschilt de duur van de gerechtelijke stage naargelang het gaat om de toegang tot de zittende magistratuur (vier jaar) of tot het openbaar ministerie (drie jaar).

Volgens de memorie van toelichting "(zal) het verschil tussen de zittende magistratuur en het parket (...) de mogelijkheid bieden een tekort aan kandidaten voor het parket te voorkomen" en "(wordt) het onderscheid tussen de lange en de korte stage (...) behouden om een tekort aan stagiairs in het parket te voorkomen".

Het verschil in duur van de vereiste beroepservaring voor de toegang tot de zittende magistratuur en tot het parket, dat thans reeds bestaat, is blijkbaar nooit betwist voor het Arbitragehof op de grondslag van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Hetzelfde geldt voor het verschil in duur van de stage, dat niet altijd heeft bestaan, aangezien oorspronkelijk de duur van de stage eenvormig op drie jaar was vastgesteld. Die duur is vervolgens teruggebracht tot anderhalf jaar voor het parket.

In de rechtsleer is evenwel kritiek geuit op het bestaan van twee stages met een verschillende duur [11].

Naast de overweging van praktische aard die hierboven is uiteengezet, zou bovendien in de memorie van toelichting moeten worden uitgelegd of een verschil in de aard van de uitgeoefende ambten een verschil in duur van de vereiste ervaring en in duur van de stage voor de toegang ertoe rechtvaardigt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2
(ontworpen artikel 187, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek)

Artikel 2 van het voorontwerp wijzigt niet artikel 187, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, waarin als een van de voorwaarden om tot vrederechter, rechter in de politierechtbank of toegevoegd rechter te worden benoemd, wordt vermeld : "de bij artikel 259*octies* voorgeschreven gerechtelijke stage doorgemaakt hebben".

In het voorontwerp wordt geen onderscheid gemaakt naargelang de doorgemaakte stage de lange of de korte stage is. Dit lijkt te worden gerechtvaardigd door het feit dat de twaalf jaar ervaring, zelfs voor degene die de gerechtelijke stage heeft doorgemaakt vereist is.

---

(11) J.-Fr. van Drooghenbroeck, op. cit., nr. 83, blz. 127 en 128; Jaarverslag 2004 van de Hoge Raad voor de Justitie, aanbevelingen van de werkgroep "Gerechtelijke stage", blz. 125; X. De Riemaecker en G. Londers, "L'accès à la magistrature - La carrière de magistrat", in Statut et déontologie du magistrat, Brussel, die keure - la charte, 2000, blz. 71-72.

Dit heeft echter tot gevolg dat degene die bijvoorbeeld gedurende twaalf jaar aan de balie is geweest en die vervolgens de korte stage heeft doorgemaakt, meteen tot vrederechter kan worden benoemd, terwijl hij slechts tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg kan worden benoemd indien hij, daarenboven, gedurende vijf jaar het ambt van openbaar ministerie heeft uitgeoefend (artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek).

Is het bijgevolg niet noodzakelijk om in artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek eveneens de vrederechter, de rechter in de politierechtbank en de toegevoegde rechters in deze rechtbanken te vermelden ?

Artikel 4
(ontworpen artikel 190 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Aangezien de wijziging die is aangebracht bij de wet van 1 december 1994 niet meer van kracht is, dient ze te vervallen.

2. In afwijking van het vereiste van twaalf jaar beroepservaring, bepaalt artikel 190, § 2, 1°, dat de duur van de vereiste ervaring slechts drie jaar bedraagt indien de kandidaat het ambt van magistraat heeft uitgeoefend.

De Raad van State vraagt zich af om welke reden de ambten van staatsraad, auditeur, adjunct-auditeur, referendaris en adjunct-referendaris worden vermeld in paragraaf 2, 2°, bij de ambten die gedurende twaalf jaar moeten worden uitgeoefend, terwijl degenen die deze ambten uitoefenen de hoedanigheid van magistraat hebben en dus bedoeld worden in paragraaf 2, 1°.

Wellicht heeft de verwijzing naar "het ambt van magistraat" uitsluitend betrekking op de magistraten van de rechterlijke orde.

Indien dit het geval is, dient de steller van het voorontwerp dit uitdrukkelijk te preciseren in de tekst ervan.

3. Aangezien artikel 190, § 2, 1°, bepaalt dat de duur van de vereiste ervaring drie jaar bedraagt indien de kandidaat het ambt van magistraat heeft uitgeoefend, volgt hieruit dat degene die in deze situatie verkeert rechter zal kunnen worden na tien jaar beroepservaring (zeven jaar vóór de inschrijving voor het examen inzake beroepsbekwaammheid, drie jaar na benoemd te zijn) en niet na twaalf jaar zoals in de andere gevallen.

De memorie van toelichting is terzake niet duidelijk genoeg, zodat de steller van het voorontwerp dient na te gaan of dit wel degelijk zijn bedoeling is geweest.

De Raad van State vraagt zich af om welke reden niet hetzelfde onderscheid wordt gemaakt voor de plaatsvervangend rechter (ontworpen artikel 192 van het Gerechtelijk Wetboek).

Artikel 7
(ontworpen artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende zin dient de wijziging die is aangebracht bij de wet van 24 maart 1999 te worden toegevoegd.

Artikel 8
(ontworpen artikel 259*bis*-9 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de inleidende zin dient de wijziging te worden toegevoegd die in artikel 259bis-9 van het Gerechtelijk Wetboek is aangebracht bij de wet van 7 april 2005 [12].

2. De ontworpen paragraaf 1, derde lid, bepaalt het volgende :

"Een kandidaat kan zich slechts drie maal inschrijven voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, het vergelijkend toegangsexamen tot de gerechtelijke stage en het mondeling evaluatie-examen."

---

(12) die uiterlijk 13 mei 2006 in werking zal treden.

Het gebrek aan overeenstemming tussen de voormelde tekst, waarin geen onderscheid wordt gemaakt tussen de drie categorieën van examens, en de memorie van toelichting, waarin gepreciseerd wordt dat een kandidaat zich ten hoogste driemaal kan inschrijven "voor een examen en een vergelijkend examen", moet worden weggewerkt.

3. De ontworpen paragraaf 4, in fine, bepaalt het volgende :

"De evaluatie van de opleiding vindt plaats naar aanleiding van de eerste periodieke evaluatie bedoeld in artikel 259*decies*, § 1."

Een nauwkeuriger werkwijze zou erin bestaan artikel 259*nonies*, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek meteen aan te vullen door erin te preciseren dat de wijze waarop de magistraat de opleiding die hij heeft gekregen in praktijk zal hebben gebracht, een van de gehanteerde criteria zal zijn bij de eerste evaluatie.

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de inleidende zin dient de wijziging te worden vermeld die bij de wet van 3 mei 2003 is aangebracht.

2. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"(...) dat in dergelijke omstandigheden erin wordt voorzien dat de betrokkene slechts gedurende een jaar het voordeel van het vergelijkend examen behoudt".

Deze verduidelijking, die niet overeenstemt met de tekst van het voorontwerp, moet worden weggelaten.

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het ontworpen tweede lid bepaalt dat de cyclus van cursussen waaruit de theoretische opleiding bestaat, "georganiseerd (wordt) door de Minister van Justitie overeenkomstig artikel 259*bis*-9".

Er dient te worden geschreven : "georganiseerd overeenkomstig artikel 259*bis*-9, § 2".

Deze paragraaf bepaalt immers dat de verenigde benoemings-commissie - en niet de Minister van Justitie - de richtlijnen en het programma voor de gerechtelijke stage voorbereidt. De bevoegde diensten bij het Ministerie van Justitie zorgen, in samenwerking met de verenigde benoemingscommissie, alleen voor de uitvoering van de programma's en de logistieke ondersteuning, op de wijze door de Koning bepaald.

2. In tegenstelling tot de stage van drie jaar die toegang verleent tot het openbaar ministerie, omvat de stage van vier jaar die toegang verleent tot het openbaar ministerie én tot de zittende magistratuur, niet noodzakelijkerwijs een stage in een politiedienst.

Dit onderscheid lijkt niet gerechtvaardigd, om drie redenen :

1° het zou best kunnen dat de stagiair die geopteerd heeft voor de stage van vier jaar, uiteindelijk lid wordt van het parket, ofwel wegens zijn persoonlijke keuze, ofwel omdat de concurrentie van magistraten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid of voor het mondelinge evaluatie-examen tot gevolg heeft dat er zeer weinig kansen bestaan om benoemd te worden bij de zittende magistratuur. Het is dus noodzakelijk dat hij een goede kennis van de politiediensten heeft.

In dit opzicht wordt in de memorie van toelichting onderstreept dat de stagiair die heeft geopteerd voor de lange stage en die bij het parket wenst te komen werken zonder een deel van zijn stage bij de politie te hebben doorgemaakt, door de commissie voor de evaluatie van de stage niet "bekwaam (kan worden) verklaard om bij het parket te werken". Een dergelijke regeling voldoet niet aan de rechtszekerheid;

2° de stagiair die bij de zittende magistratuur is benoemd kan, na drie jaar, of zelfs na een jaar, overeenkomstig de artikelen 80, tweede lid, en 259*sexies*, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, het ambt van onderzoeksrechter uitoefenen, waarvoor een goede kennis van de politiediensten even noodzakelijk is als om het ambt van substituut uit te oefenen [13];

3° de strafrechter zal onvermijdelijk te maken krijgen met het werk van de politieambtenaren die het onderzoek gevoerd hebben en de processen-verbaal hebben opgemaakt die de kern uitmaken van het dossier. Hij moet dus de problemen kennen van dat veldwerk.

De vraag rijst overigens waarom een stage bij een politiedienst een externe stage binnen de lange stage wordt genoemd, terwijl ze beschouwd wordt als een interne stage binnen de korte stage.

3. In het vierde lid, b), houdt de vermelding van de stage van zes maanden "bij de federale of de lokale politie" in dat de stage gemengd kan zijn en deels bij de lokale politie deels bij de federale politie kan worden doorgemaakt.

De Raad van State vraagt zich bovendien af waarom, wat de lange stage betreft, een onderscheid wordt gemaakt tussen een stage bij de federale politie en een stage bij de lokale politie, terwijl dat onderscheid niet wordt gemaakt bij de korte stage. Er dient gewaakt te worden over de eenvormigheid van de teksten.

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het tweede lid moet herschreven worden zodat :

1° het duidelijk is dat het gaat om het mandaat van alle leden van de commissies voor de evaluatie van de stage dat vastgesteld wordt op vier jaar, met uitzondering van dat van de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de FOD Justitie en dat van diens vertegenwoordiger;

---

(13) Het is juist dat artikel 259*sexies*, § 1, 1°, derde lid, voorziet in een gespecialiseerde opleiding voor onderzoeksrechters. Een dergelijke opleiding is echter niet vergelijkbaar met een stage van zes maanden in het veld.

2° het duidelijk is dat de uitdrukking "wordt volgens dezelfde procedure een plaatsvervangend lid aangewezen" niet geldt voor de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de FOD Justitie en diens vertegenwoordiger.

2. Er moet bepaald worden dat een lid van de commissie voor de evaluatie van de stage geen uitspraak mag doen wanneer het gaat om een echtgenoot, een wettelijk of feitelijk samenwonende, of een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

3. De Raad van State vraagt zich af waarom in het negende lid, 3°, niet op een volledigere wijze wordt vermeld dat de commissies voor de evaluatie van de stage alle verslagen, rapporten en opmerkingen genoemd in paragraaf 5 ontvangen.

4. Het zou duidelijker zijn in het negende lid, 4°, het volgende te schrijven :

"(...) aan de minister van Justitie een advies verlenen met eventueel een voorstel houdende een nieuwe aanwijzing van de stagiair, of een voorstel tot voortijdige beëindiging van de stage".

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek)

Er is een tegenstrijdigheid tussen de memorie van toelichting waarin staat dat de stagemeester geëvalueerd wordt "door het bevoegde comité voor de evaluatie van de stage en volgens de procedure die geldt voor de periodieke evaluatie", en de tekst van het voorontwerp waarin bepaald wordt dat de korpschefs de stagemeesters evalueren nadat ze het advies van de bevoegde commissie voor de evaluatie van de stage hebben ingewonnen.

Bovendien wordt in het voorontwerp vaagweg verwezen naar alle bepalingen inzake de evaluatie van de magistraten, of het nu gaat om de algemene bepalingen (artikel 259*nonies*), de periodieke evaluatie (artikel 259*decies*) dan wel de evaluatie van de mandaten (artikel 259*undecies*).

De bepaling moet zo herschreven worden dat duidelijk en nauwkeurig wordt vermeld hoe de stagemeesters geëvalueerd worden wat betreft hun taak als stagemeester, een evaluatie die uiteraard verschilt van die welke betrekking heeft op hun functie van magistraat.

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De Raad van State vraagt zich af wat geschiedt met het origineel van het stageverslag opgemaakt door de stagemeester. Krachtens het vierde lid wordt immers enkel een afschrift daarvan aan de bevoegde commissie voor de evaluatie van de stage bezorgd.

2. Het vijfde lid bepaalt dat de stagemeester die in de loop van de stage vaststelt dat de stagiair niet over de vereiste vaardigheden blijkt te beschikken om magistraat te zijn, een met redenen omkleed tussentijds verslag bezorgt aan de bevoegde commissie voor de evaluatie van de stage.

Deze bepaling zou, zoals ze is gesteld, de indruk kunnen wekken dat de vaststelling door de stagemeester dat de stagiair niet over de vereiste vaardigheden blijkt te beschikken om magistraat te zijn, alleen kan geschieden in een bijzonder verslag dat "tussentijds verslag" wordt genoemd.

Uit de memorie van toelichting blijkt echter dat het tussentijds verslag gewoon een verslag is dat, als gevolg van bijzondere omstandigheden, opgemaakt wordt vóór het verstrijken van een periode van drie maanden.

Het besluit is dan ook dat de stagemeester blijkbaar op ieder tijdstip, ofwel in één van de trimestriële verslagen, ofwel in een "tussentijds" verslag opgemaakt vóór het verstrijken van een periode van drie maanden, zijn twijfel kan uiten omtrent de geschiktheid van de stagiair.

Het voorontwerp moet worden aangepast om iedere onduidelijkheid daaromtrent te voorkomen.

3. In het vijfde lid moet, zoals bij de trimestriële verslagen, bepaald worden dat de stagiair schriftelijk zijn opmerkingen kan bezorgen na een tussentijds verslag.

4. Het twaalfde lid bepaalt dat de bevoegde commissie voor de evaluatie van de stage aan het einde van de stage een omstandig eindverslag opmaakt dat bij het benoemingsdossier van de stagiair wordt gevoegd.

a) De vraag rijst of de commissie voor de evaluatie van de stage, gezien de afstand tussen deze commissie en de stagiair [14], de meest aangewezen instantie is om het eindverslag inzake de stage op te maken. Het zijn immers de mensen die de stagiair in de praktijk hebben opgeleid en de stagemeester die die taak het best kunnen vervullen.

Het eindverslag inzake de stage opgemaakt door de commissie voor de evaluatie van de stage kan bijgevolg slechts relevant en nuttig zijn wanneer het beperkt wordt tot een samenvattend werk waarin de stageverslagen die aan de commissie zijn bezorgd en de opmerkingen van de stagiair getrouw worden weergegeven.

b) In het voorontwerp staat niet wat de conclusies kunnen zijn van dat evaluatieverslag en de gevolgen van die conclusies.

---

(14) Er zijn maar twee commissies voor de evaluatie van de stage voor het hele Rijk en nergens in het voorontwerp wordt bepaald dat ze een gesprek moeten hebben met iedere stagiair.

Deze bepaling moet in verband worden gebracht met de artikelen van het Gerechtelijk Wetboek waarin de voorwaarden voor de benoeming bij de magistratuur worden bepaald en waarin inzonderheid staat "de bij artikel 259*octies* voorgeschreven gerechtelijke stage doorgemaakt hebben", en niet "geslaagd zijn voor" de gerechtelijke stage voorgeschreven bij artikel 259*octies* van het Gerechtelijk Wetboek of die stage "op voldoende wijze hebben doorgemaakt".

Ofwel wordt ervan uitgegaan, wat de keuze lijkt die gemaakt is in het voorontwerp, dat, wanneer niet voortijdig een einde is gemaakt aan de stage overeenkomstig paragraaf 6, de stage op voldoende wijze is doorgemaakt. In dat geval kan in het omstandig eindverslag wel voorbehoud [15] worden gemaakt, maar kan het niet negatief zijn, zo niet is er een tegenstrijdigheid.

Ofwel wordt ervan uitgegaan dat het eindverslag negatief kan zijn. In dat geval is het logische gevolg dat de stagiair niet kan solliciteren naar de vacante betrekkingen en dus geen toegang heeft tot de magistratuur. Het spreekt vanzelf dat een negatief eindverslag alleen een kennelijke ongeschiktheid om het beroep van magistraat uit te oefenen kan sanctioneren, en in dat verslag verantwoord moet worden hoe het komt dat die ongeschiktheid pas aan het einde van de stage is vastgesteld.

Het zou goed zijn dat de memorie van toelichting over deze kwesties duidelijker zou zijn.

De tekst van het voorontwerp moet in voorkomend geval naar behoren worden aangevuld.

c) Er moet uitdrukkelijk worden bepaald dat de opmerkingen van de stagiair ook bij het benoemingsdossier worden gevoegd.

---

(15) Bijvoorbeeld, zoals vermeld in de memorie van toelichting, dat de gegadigde meer geschikt is voor een functie bij het parket dan bij de zittende magistratuur.

5. In het voorlaatste lid van § 6 staat dat de Minister van Justitie de stage kan verlengen wanneer de stagiair op het einde van de 48e of 36e maand van de stage, naar gelang van het geval, niet kan worden benoemd "bij gebrek aan een vacante betrekking waarvoor de stagiair voor een benoeming in aanmerking komt".

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat niet zozeer het gebrek aan vacante betrekkingen waarnaar hij kan solliciteren aan de benoeming van de stagiair in de weg staat, dan wel het feit dat hij, wanneer hij naar een vacante betrekking solliciteert, in competitie komt te staan met diegenen die geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen of het mondelinge evaluatie-examen, en het dus mogelijk is dat hij in geen enkele van de betrekkingen wordt benoemd waarnaar hij heeft gesolliciteerd.

Bovendien zal de stage, zoals in de memorie van toelichting staat, alleen worden verlengd wanneer de stagiair voldoende heeft gesolliciteerd. De Raad van State vraagt zich af wat de strekking is van dat vereiste. Zal de stagiaire die de lange stage heeft doorgemaakt verplicht zijn te solliciteren naar de vacante betrekkingen bij het openbaar ministerie ? Zal een Brussels stagiair verplicht zijn te solliciteren in Aarlen, Marche of Doornik ?

Het besluit is dan ook dat in de tekst van het voorontwerp een onderscheid moet worden gemaakt tussen het geval waarin de stagiair niet heeft gesolliciteerd, en dat waarin hij vergeefs heeft gesolliciteerd, en gepreciseerd moet worden dat de verlenging alleen plaatsvindt wanneer hij voldoende gesolliciteerd heeft rekening houdend met de vacante betrekkingen.

In de memorie van toelichting moet ook duidelijk en nauwkeurig worden aangegeven wat bedoeld wordt met "voldoende solliciteren".

Artikel 9
(ontworpen artikel 259*octies*, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek)

De Raad van State vraagt zich af of het gemotiveerde voorstel om voortijdig een einde te maken aan de stage dat de commissie voor de evaluatie van de stage met toepassing van het ontworpen artikel 259*octies*, § 6, eerste lid, kan doen, hetzelfde voorstel is als het voorstel dat de commissie doet met toepassing van het ontworpen artikel 259*octies*, § 5, tiende lid.

Artikel 10

1. Luidens deze bepaling worden de stages die lopen op het tijdstip van de volledige inwerkingtreding van de wet - dat wil zeggen op 1 september 2007 - beheerst door het oude artikel 259*octies* van het Gerechtelijk Wetboek.

Overeenkomstig artikel 259*octies*, § 7, van het Gerechtelijk Wetboek, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp, worden de gerechtelijke stagiairs in die hoedanigheid in dienst genomen nadat zij de eed hebben afgelegd die bepaald is in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed.

Daaruit volgt dat wie geslaagd is voor het vergelijkend examen 2006 al dan niet onder de nieuwe wet valt naargelang hij al dan niet vóór 1 september 2007 de eed heeft afgelegd. Zo bijvoorbeeld zal de nieuwe wet niet van toepassing zijn op de stagiair die de eed aflegt op 31 augustus 2007, maar wel op diens collega, die geslaagd is voor hetzelfde examen, maar die - bijvoorbeeld omdat het beter past voor het rechtscollege waar hij tewerkgesteld wordt - de eed aflegt op 1 september 2007.

De Raad van State vraagt zich af of het niet beter zou zijn ervoor te zorgen dat alle gerechtelijke stagiairs van eenzelfde lichting - op zijn minst diegenen die hun indiensttreding niet nodeloos, of in ieder geval niet tot na afloop van het jaar waarin het vergelijkend examen is afgesloten - uitstellen, onder dezelfde regeling zouden vallen.

2. In afwijking van het beginsel van het behoud van de vroegere wetgeving voor de lopende stages, zal de follow-up van de stagiairs wier stage lopende is op het tijdstip waarop de wet volledig in werking treedt - dat is op 1 september 2007 - niettemin verzorgd worden door de nieuwe evaluatiecommissies. Er moet bepaald worden dat alle verslagen die reeds voordien zouden zijn opgemaakt, aan de evaluatiecommissies worden bezorgd.

Artikel 12

Er moet meer bepaald worden verwezen naar artikel 259*octies*, § 3, negende lid, 1°.

Artikel 13

Men schrijve "Het vroegere artikel 191 van het Gerechtelijk Wetboek ...".

Artikel 15

In de tekst van het voorontwerp moet worden gepreciseerd dat, voor de toepassing van het ontworpen artikel 259*bis*-9, § 9, tweede zin, geen rekening wordt gehouden met de pogingen die vóór de inwerkingtreding van de wet zijn ondernomen.

Artikel 16

1. In het ontworpen artikel 190, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, waarin wordt bepaald aan welke voorwaarden moet worden voldaan om tot rechter of aanvullend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te kunnen worden benoemd, wordt verwezen naar "de bij artikel 259*octies*, § 2, derde lid, voorgeschreven gerechtelijke stage", namelijk de lange stage nieuwe formule. Het ontworpen artikel 190 treedt in werking op de dag van de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad, terwijl artikel 259, § 2, derde lid, pas in werking treedt op 1 september 2007.

.../...

Dat betekent niet alleen dat artikel 190, § 1, niet zal kunnen worden toegepast vóór 1 september 2007, maar, nog fundamenteler, dat geen enkele gerechtelijk stagiair meer zal kunnen worden benoemd in de zittende magistratuur voordat de eerste lichting stagiairs die de lange stage nieuwe formule hebben doorgemaakt, er is.

Er moet dus voor gezorgd worden dat enerzijds het ontworpen artikel 190, § 1, niet in werking treedt vóór het ontworpen artikel 259*octies*, § 2, en dat anderzijds artikel 13 wordt aangevuld met een bepaling waarin staat dat het vroegere artikel 190, § 1, van kracht blijft voor de stagiairs die een stage van drie jaar hebben gevolgd op grond van het vroegere artikel 259*octies*, § 2.

Zo ook moet ervoor gezorgd worden dat de bepalingen die het vervullen van de "bij artikel 259*octies* voorgeschreven gerechtelijke stage" tot een voorwaarde voor benoeming maken, zo worden uitgelegd dat het gaat om de stage oude formule voor de stagiairs die hun stage hebben doorgemaakt onder de oude regeling van de wet en de stage nieuwe formule voor de stagiairs die hun stage hebben doorgemaakt onder de nieuwe regeling.

Gedurende enige tijd is het niet uitgesloten dat stagiairs van de beide categorieën naar eenzelfde plaats zullen kunnen solliciteren.

2. De Raad van State vraagt zich af waarom de bepaling dat de aangewezen stagemeesters in de loop van het jaar volgend op hun aanwijzing een gespecialiseerde opleiding moeten volgen (ontworpen artikel 259*octies*, § 4, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek) in werking treedt vóór de bepalingen betreffende de aanwijzing van die stagemeesters (ontworpen artikel 259*octies*, § 4, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	g. KEUTGEN,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS